



---

## Délibération n°AD/210909/E/2

---

L'assemblée départementale  
réunie en Salle des délibérations - Hôtel du Département - Montpellier le 21 septembre 2009  
sous la présidence de Monsieur André Vezinhet Président du conseil général - Député de l'Hérault

**Objet :** Clauses d'insertion sociales  
**Rapporteur :** Monsieur Frédéric Roig

**Présents :** Monsieur Jean Arcas, Monsieur Jacques Atlan, Monsieur Jean-Noël Badenas, Monsieur Claude Barral, Monsieur Christian Bénézis, Monsieur Christian Bouillé, Madame Marie-Christine Bousquet, Monsieur Francis Boutes, Monsieur Henri Cabanel, Monsieur Jean-Marcel Castet, Monsieur Alain Cazorla, Monsieur François Commeinhes, Monsieur Francis Cros, Monsieur Manuel Diaz, Monsieur Jean-Michel Du Plaa, Monsieur Norbert Etienne, Monsieur Jean-Luc Falip, Monsieur Georges Fontes, Monsieur Michel Gaudy, Monsieur Gérard Gautier, Monsieur Michel Guibal, Monsieur Pierre Guiraud, Monsieur Frédéric Lafforgue, Monsieur François Liberti, Monsieur Gérard Marcouire, Monsieur Antoine Martinez, Monsieur Kléber Mesquida, Monsieur Cyril Meunier, Monsieur Christophe Morales, Monsieur Christophe Morgo, Monsieur Jean-Pierre Moure, Monsieur Rémy Paillès, Madame Monique Pétard, Monsieur Yvon Pradeille, Monsieur Jacques Rigaud, Monsieur Frédéric Roig, Monsieur José Sorolla, Monsieur Robert Tropéano, Monsieur André Vezinhet, Monsieur Patrick Vignal, Monsieur Louis Villaret, Monsieur Georges Vincent

**Excusés avec procuration :**

Monsieur Pierre Boulloire à Monsieur Jean-Noël Badenas, Monsieur Michel Bozzarelli à Monsieur Henri Cabanel, Monsieur Sébastien Frey à Monsieur Georges Vincent, Monsieur Christian Jean à Monsieur Michel Guibal, Monsieur Pierre Maurel à Monsieur Christian Bénézis, Monsieur Philippe Saurel à Monsieur Yvon Pradeille

**Excusés :** Monsieur Roger Fages

Le Président ayant constaté le quorum,

Vu le rapport N° AD/210909/E/2 du Président à l'assemblée départementale

Vu l'avis favorable de la commission organique,

Le conseil général décide à l'unanimité d'introduire des clauses d'insertion sociale dans les procédures de marchés publics que le Département sera amené à lancer, étant précisé que leur application ne peut être systématique et se fera en fonction des caractéristiques des marchés engagés.

Signé :

**André Vézinhét**

Président du Conseil Général de l'Hérault  
Député

Envoi au contrôle de légalité le : 29/09/2009

Contrôlé par la préfecture le : 29/09/2009

Publié et certifié exécutoire le : 30/09/2009

---

**Rapport du Président  
à l'assemblée départementale  
N° AD/210909/E/2**

---

Décision modificative n° 5 de l'exercice 2009  
Réunion du 21 septembre 2009

**Objet :** Clauses d'insertion sociales

Le conseil général de l'Hérault souhaite utiliser le levier économique que représente la commande publique (l'achat public) pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté sociale et socioprofessionnelle. Il est donc proposé à l'assemblée de prendre une délibération générale se prononçant sur le principe de mise en œuvre de ces dispositifs.

La situation économique et sociale se dégrade au niveau national (7,8 % de chômage) et est structurellement fragile dans l'Hérault (11,6 % de taux de chômage). Dans ce contexte, le Département peut utiliser la clause d'insertion pour favoriser le rapprochement qui doit s'opérer entre les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises du secteur privé, dans l'intérêt des personnes engagées dans un parcours d'insertion.

En effet, le code des marchés publics ouvre la possibilité d'utiliser la commande publique comme prolongement de l'action de la collectivité en faveur de la cohésion sociale et de la lutte contre les exclusions.

Ainsi, l'**article 14** du code des marchés publics dispose que des clauses d'insertion sociales peuvent être prévues dans les cahiers des charges des marchés publics, en tant que condition d'exécution du marché.

Cette clause impose de réserver un volume déterminé d'heures de travail à l'emploi de personnes en insertion (notamment les bénéficiaires du RSA ou autre minimal social, jeunes sans qualification, travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de longue durée, habitants des zones CUCS, personnes ayant un suivi judiciaire).

Les marchés concernés sont ceux qui représentent un potentiel suffisant de main d'œuvre. Il est d'usage que les heures de travail consacrées à l'insertion représentent 5 % du montant de la part de main d'œuvre du marché. Pour les entreprises refusant de remplir leurs obligations au titre de la clause sociale, des pénalités seront précisées au cahier des clauses administratives particulières.

D'autres dispositifs d'insertion sont également prévus par le code des marchés publics :

- l'article 15 qui permet de réserver des marchés à des structures employant des personnes handicapées (notamment les E.S.A.T et les entreprises adaptées),
- l'article 30 qui est une procédure applicable aux marchés de qualification et d'insertion professionnelle dont l'exécution est confiée à des organismes d'insertion,
- l'article 53 alinéa 1 qui permet d'introduire dans les critères d'attribution d'un marché, les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté,
- l'article 53 alinéa 4 qui introduit, à offre équivalente, un droit de préférence à des sociétés coopératives ouvrières de production, groupements de producteurs agricoles, artisans, entreprises adaptées, sociétés coopératives d'artistes.

En conclusion, je vous propose de vous prononcer en faveur de l'introduction de clauses d'insertion sociale dans les procédures de marchés publics que le Département sera amené à lancer.

Il est précisé que leur application ne peut être systématique et se fera en fonction des caractéristiques des marchés engagés.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Signé :

Pour le Président et par délévation,  
Le Vice-Président délégué au Développement Economique,  
à l'Emploi et à l'Insertion

**Frédéric Rolg**